



Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. générale
2 mai 2012
Français
Original: anglais et arabe

Groupe d'examen de l'application

Troisième session

Vienne, 18-22 juin 2012

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

Résumés analytiques

Note du secrétariat

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
II. Résumés analytiques	2
Croatie	2
Maroc	14

* CAC/COSP/IRG/2012/1.



II. Résumés analytiques

Croatie

1. Introduction

1.1. Incorporation de la Convention des Nations Unies contre la corruption dans le système juridique croate

La Croatie a signé la Convention des Nations Unies contre la corruption le 10 décembre 2003 et l'a ratifiée le 4 février 2005. L'instrument de ratification a été déposé auprès du Secrétaire général le 24 avril 2005. La loi d'application de la Convention a été adoptée le 4 février 2005 et est entrée en vigueur le 26 février 2005.

Conformément à l'article 141 de la Constitution, les accords internationaux font partie intégrante de l'ordre juridique interne de la République de Croatie et sont au-dessus des lois nationales du point de vue des effets juridiques. Leurs dispositions ne peuvent être modifiées ou abrogées que suivant les conditions et modalités prévues à cet effet ou en vertu des règles générales du droit international.

1.2. Aperçu du cadre juridique et institutionnel croate de lutte contre la corruption

Le cadre juridique croate de lutte contre la corruption comprend des dispositions de la Constitution, du Code pénal et de la loi sur la procédure pénale. Il contient en outre une législation spécifique, dont la loi sur la fonction publique, le Code du travail, la loi sur la protection des témoins, la loi sur la responsabilité des personnes morales en matière d'infractions pénales, la loi sur la procédure de confiscation des avantages pécuniaires obtenus au moyen d'infractions pénales ou d'infractions mineures, la loi sur les marchés publics, la loi sur l'Office de prévention de la corruption et de la criminalité organisée (USKOK), la loi contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la loi sur l'entraide judiciaire en matière pénale et la loi sur la confidentialité des données.

L'organe spécialisé de lutte contre la corruption est l'Office de prévention de la corruption et de la criminalité organisée (USKOK). Il existe également d'autres organes de lutte contre la corruption, parmi lesquels le Service de lutte contre le blanchiment d'argent, qui exerce les fonctions de service national de renseignement financier; le Bureau d'audit de l'État; l'administration fiscale et le service des douanes, qui sont deux services indépendants du Ministère des finances; l'Office des marchés publics; la Commission de prévention des conflits d'intérêt dans l'exercice des fonctions publiques et le secteur indépendant de lutte contre la corruption du Ministère de la justice.

2. Application des chapitres III et IV

2.1. Incrimination, détection et répression (chap. III)

2.1.1. Principales conclusions et observations

Infractions de corruption; trafic d'influence (art. 15, 16, 18 et 21)

La corruption active et passive dans le secteur public est une infraction pénale en vertu des articles 348 et 347 du Code pénal, respectivement¹. Pour désigner les auteurs de ces infractions, les dispositions en matière de corruption utilisent les termes de “personne officielle” et de “représentant” tels que définis respectivement aux paragraphes 3 et 7 de l'article 89 du Code pénal. Le concept d’“avantage indu” est transposé en droit interne par l'utilisation de l'expression “don ou autre gain”. Bien qu'il ne soit pas défini dans le Code pénal, il est interprété au sens large par les tribunaux et compris comme incluant de l'argent, tout objet indépendamment de sa valeur, un droit ou un service accordé sans compensation ou autre contrepartie, qui crée ou est susceptible de créer un sentiment d'obligation du bénéficiaire envers le donateur.

Les dispositions pertinentes en matière de corruption ne précisent pas expressément si les infractions peuvent être commises directement ou indirectement. Les autorités nationales ont confirmé que les dispositions générales du Code pénal (art. 36 et 38) relatives à la complicité étaient applicables et visaient les cas de corruption indirecte.

En ce qui concerne les tiers bénéficiaires, les autorités nationales ont fait savoir que le nouveau Code pénal visait expressément les cas de corruption passive dans lesquels les avantages indus étaient destinés à un tiers; s'agissant de la corruption active, l'éventail des personnes pouvant en bénéficier était décrit en général. Aucune autre explication n'a été fournie au sujet du véritable sens de la “description générale” prévue de l'éventail des personnes pouvant bénéficier de l'infraction de corruption passive.

Les articles 348 et 347 du Code pénal confèrent le caractère d'infraction pénale à la corruption active et passive pour toute action ou omission, légale ou illégale, d'un agent public “dans le cadre de ses attributions”. Cependant, les autorités nationales ont indiqué que le nouveau Code pénal conférait explicitement le caractère d'infraction pénale aux actions et aux omissions commises dans le cadre et en dehors du cadre des attributions d'un agent public. L'équipe d'examen a estimé que cette dernière confirmation était de nature à garantir le respect de l'article 15 de la Convention.

Les autorités nationales ont confirmé que l'expression “le fait d'accorder ou de promettre d'accorder un don ou un autre gain”, énoncée à l'article 348 du Code pénal, englobait aussi le fait d'offrir. Elles ont cependant ajouté que le nouveau Code pénal mentionnait explicitement, comme élément de l'infraction, “le fait d'offrir” dans l'article 294b relatif aux “pots-de-vin”. L'équipe d'examen a estimé

¹ Dans le cadre du processus d'examen, les autorités croates ont aussi fourni des informations sur les dispositions du nouveau Code pénal en matière de corruption (articles 293 et 294), qui a été adopté en octobre 2011 et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

que cette dernière confirmation était de nature à garantir le respect de l'alinéa a) de l'article 15 de la Convention.

Les autorités ont confirmé que la corruption d'agents étrangers et de fonctionnaires d'organisations internationales publiques était couverte par les articles 347 et 348 du Code pénal, étant donné que la définition du terme "personne officielle" incluait expressément "un fonctionnaire étranger, un représentant ou un fonctionnaire d'un organe représentatif étranger et un fonctionnaire d'une organisation internationale dont la République de Croatie est membre [...]". Cependant, les examinateurs ont estimé que la portée de cette définition, qui se limitait aux organisations internationales dont la Croatie était membre, était plus restreinte que celle de la définition figurant à l'alinéa c) de l'article 2 de la Convention.

La corruption dans le secteur privé est considérée comme une infraction pénale à la fois sous sa forme active (alinéa b) de l'article 294 du Code pénal) et sous sa forme passive (alinéa a) de l'article 294 du Code pénal)². Les autorités nationales ont confirmé que le nouveau Code pénal élargissait l'éventail des auteurs possibles au-delà des "représentants d'une personne morale qui gère des transactions commerciales et économiques" en utilisant les propositions "*quiconque* sollicite ou accepte un pot-de-vin dans le cadre d'opérations économiques et commerciales [...]" (pour la corruption passive) et "[...] offre, promet ou accorde un pot-de-vin à *une autre personne* [...]" (pour la corruption active). L'équipe d'examen a estimé que cette dernière confirmation était de nature à garantir le respect de l'article 21 de la Convention.

Lors de l'évaluation des dispositions du cadre juridique national sur la corruption dans le secteur privé, l'une des questions soulevées par l'équipe d'examen concernait le comportement, délibéré ou réel, de la personne corrompue. Alors que l'article 21 de la Convention couvre tous les cas dans lesquels la personne corrompue "accomplit ou s'abstient d'accomplir un acte *en violation de ses devoirs*", les alinéas a) et b) de l'article 294 du Code pénal requièrent que l'acte de la personne corrompue "*porte préjudice à la personne qu'elle représente*". L'élément de préjudice est maintenu dans les dispositions correspondantes du nouveau Code pénal (art. 252 et 253). Les examinateurs étaient d'avis que cette clause semblait restreindre inutilement la disposition de la Convention et qu'elle ajoutait un élément constitutif à la description de l'infraction.

Le trafic d'influence est une infraction pénale en vertu de l'article 343 du Code pénal, tant sous sa forme active que sous sa forme passive. Cette disposition transpose, dans une large mesure, les dispositions de l'article 18 de la Convention dans le système juridique interne. Il est intéressant de noter que l'article 343 du Code pénal inclut explicitement le concept de tiers bénéficiaire. Cependant, l'équipe d'examen a noté que l'abus d'une influence "*supposée*" ne semblait pas être visé par cet article.

² Dans le cadre du processus d'examen, les autorités croates ont aussi fourni des informations sur les dispositions du nouveau Code pénal relatives à la corruption dans le secteur privé (art. 252 et 253), qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Soustraction; abus de fonctions; enrichissement illicite (art. 17, 19, 20 et 22)

La soustraction est une infraction pénale en vertu de l'article 345 du Code pénal. L'équipe d'examen a pris note de l'absence, dans cette disposition, de référence aux tiers bénéficiaires en tant que personnes pouvant potentiellement bénéficier de la commission de l'infraction.

L'abus de fonctions est une infraction pénale en vertu des articles 337 et 338 du Code pénal. Le terme "*abus d'autorité*" est interprété comme tout comportement d'un fonctionnaire ou d'un représentant qui utilise sa position ou son autorité, outrepassé les limites de son autorité ou omet d'exercer ses fonctions, acquérant ainsi un bénéfice pour lui-même ou pour une autre personne ou portant préjudice à une autre personne.

Les autorités croates ont indiqué que l'article 20, qui confère le caractère d'infraction pénale à l'enrichissement illicite, n'avait pas été transposé dans la législation nationale en raison des spécificités du système juridique croate. Cependant, elles ont souligné que, étant donné que la seule obligation incombant aux États parties était d'envisager l'incrimination de cette conduite, l'examen de cette question au sein du groupe de travail chargé de l'élaboration du nouveau Code pénal était suffisant pour garantir le respect de la Convention.

Blanchiment du produit du crime; recel (art. 23 et 24)

Les examinateurs ont constaté que les dispositions nationales fondamentales pour l'incrimination du blanchiment d'argent (art. 279 du Code pénal) et du recel (art. 236 du Code pénal) étaient conformes aux exigences de la Convention. En outre, les autorités nationales ont fait savoir que le nouveau Code pénal ne limitait pas le champ de l'infraction de blanchiment d'argent aux opérations bancaires, financières ou économiques. L'équipe d'examen a estimé que cette dernière confirmation était de nature à garantir le respect de l'article 23 de la Convention.

Concernant l'évaluation de l'application de la disposition relative au blanchiment d'argent, les experts examinateurs se sont félicités de l'augmentation du nombre de condamnations entre 2005 et 2008 et ont souligné la nécessité d'actualiser régulièrement les statistiques afin d'évaluer si de nouveaux progrès étaient accomplis dans ce domaine.

Entrave au bon fonctionnement de la justice (art. 25)

L'équipe d'examen a constaté que les dispositions nationales qui conféraient le caractère d'infraction pénale à l'entrave au bon fonctionnement de la justice (art. 309, 317 et 318 du Code pénal) étaient conformes à l'article 25 de la Convention.

Participation et tentative (art. 27)

L'équipe d'examen a noté qu'en vertu de l'article 33 du Code pénal, les tentatives de commission d'une infraction pénale n'étaient sanctionnées que lorsque cette infraction était passible d'une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à cinq ans, ou que la sanction de la tentative était spécifiquement prescrite. Les autorités nationales ont souligné qu'étant donné que le nouveau Code pénal sanctionnait plus lourdement les infractions de corruption, les tentatives d'infractions de corruption

seraient également incriminées. L'équipe d'examen s'est félicitée de cette dernière explication.

Responsabilité des personnes morales (art. 26)

La Croatie a introduit dans son système juridique la responsabilité pénale des personnes morales. La loi sur la responsabilité des personnes morales en matière d'infractions pénales prévoit deux types de sanctions lorsqu'une personne morale est reconnue pénalement responsable: des peines qui consistent en des amendes ou en la dissolution de la personne morale, et des mesures de sécurité, notamment des interdictions professionnelles, la confiscation et la publication du verdict.

Poursuites judiciaires, jugement et sanctions; coopération avec les services de détection et de répression (art. 30 et 37)

Lors de l'évaluation des sanctions applicables aux personnes physiques impliquées dans des infractions liées à la corruption, l'équipe d'examen a noté qu'il pourrait être nécessaire d'envisager de sanctionner plus lourdement les infractions de corruption active dans les secteurs public et privé. En réponse, les autorités nationales ont indiqué que le nouveau Code pénal prévoyait des peines plus lourdes pour les infractions de corruption active et passive dans le secteur public et pour les infractions de corruption active dans le secteur privé. L'équipe d'examen s'est félicitée de cette évolution.

En Croatie, les agents publics ne bénéficient pas d'immunité, à l'exception du Président de la République et des députés. L'immunité peut cependant être levée conformément aux dispositions de la Constitution et de la loi. Il a été signalé que, sur le plan pratique, l'immunité n'avait pas entravé les poursuites dans le cadre des affaires de corruption étant donné qu'elle avait toujours été levée le cas échéant.

Le système croate de justice pénale repose sur le principe de la légalité des poursuites, et les services de poursuites sont liés par le principe de légalité. Cependant, la législation permet au Procureur général de l'État de ne pas retenir une plainte ou de renoncer aux poursuites lorsqu'il s'agit de membres d'une organisation criminelle qui font une déposition en qualité de témoins, si cette déposition "est importante pour établir les faits relatifs aux infractions et pour identifier les membres de l'organisation criminelle". La reconnaissance de circonstances atténuantes est possible. Les témoins qui coopèrent bénéficient du statut de témoins sous protection.

Protection des témoins et des personnes qui communiquent des informations (art. 32 et 33)

La Croatie a mis en place un cadre juridique complet pour la protection des témoins, des témoins experts, des victimes considérées comme témoins et de leurs proches, qui se fonde sur les dispositions du Code pénal (art. 294 à 299) et de la loi sur la protection des témoins, qui fournit une définition large des personnes à protéger. Elle a également des accords de coopération policière avec l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine et la France en matière de protection des témoins.

Malgré le lien qui existe entre les dispositions du droit du travail et celles de la loi sur la fonction publique concernant la protection des personnes qui communiquent des informations, il n'y a toujours pas en Croatie de législation appropriée pour

garantir cette protection, comme le prévoit l'article 33 de la Convention (disposition non contraignante).

Gel, saisie et confiscation; secret bancaire (art. 31 et 40)

Le cadre juridique national régit en détail les exigences et conditions des mesures de sécurité provisoires concernant le produit du crime, notamment la saisie. La confiscation est considérée comme une mesure pénale particulière, de nature obligatoire, qui peut être appliquée au produit et aux instruments d'une infraction pénale. Une nouvelle loi sur la confiscation a été adoptée le 15 décembre 2010. Le 1^{er} avril 2011, l'agence AUDIO de gestion des biens de l'État a été reconnue comme organe responsable de la gestion des biens confisqués.

L'article 265 de la loi sur la procédure pénale prévoit les conditions qui permettent de lever le secret bancaire afin de faciliter les enquêtes sur les infractions pénales.

Prescription; antécédents judiciaires (art. 29 et 41)

Les autorités nationales ont signalé que le nouveau Code pénal augmentait sensiblement le délai de prescription. Pour les infractions passibles d'une peine d'emprisonnement de plus de 1 an, ce délai est de 10 ans, et pour celles passibles d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à un an ou d'une amende, il est de 6 ans. Les autorités n'ont pas spécifié si le délai de prescription pourrait être prolongé pour les accusés qui se sont soustraits à la justice.

Lors de l'évaluation des mesures nationales visant à tenir compte des condamnations antérieures pour corruption dans d'autres États, les experts examinateurs ont noté que la Croatie était disposée, lors de son adhésion à l'Union européenne, à mettre en œuvre les décisions-cadres sur la reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires et aux jugements prononçant des peines privatives de liberté, et sur la reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté.

Compétence (art. 42)

Les principes qui régissent la compétence, notamment les règles de territorialité et la personnalité active ou passive, sont énoncés aux articles 14 à 16 du Code pénal et s'appliquent à toutes les infractions visées par la Convention. L'article 14 du Code pénal établit les compétences pour les infractions commises à l'étranger par des ressortissants étrangers à l'encontre de l'État croate et permet l'application du droit pénal national aux infractions commises par une personne se trouvant sur le territoire national et n'ayant pas été extradée vers l'État requérant. Si l'acte commis à l'étranger ne constitue pas une infraction au regard du droit de l'État où il a été commis, une procédure pénale en droit interne ne peut être engagée que sur approbation du Procureur en chef.

Conséquences d'actes de corruption; réparation du préjudice (art. 34 et 35)

En ce qui concerne les conséquences d'actes de corruption, les autorités nationales ont fait référence à la loi sur les marchés publics et indiqué que les contrats de marchés publics qui contrevenaient à cette loi seraient nuls et non avenue.

Conformément à la législation nationale (art. 153 à 162 du Code pénal), toute personne physique ou morale qui a subi un préjudice du fait d'un acte de corruption peut demander réparation sous réserve d'une décision de justice définitive lui reconnaissant ce droit.

Autorités spécialisées et coopération interinstitutions (art. 36, 38 et 39)

L'Office de prévention de la corruption et de la criminalité organisée (USKOK), créé en 2001, est un organe spécialisé chargé de lutter contre la corruption et la criminalité organisée qui assure sa mission dans le cadre du mécanisme institutionnel du bureau du Procureur en chef. L'USKOK s'acquitte de fonctions de renseignement, d'enquête, de poursuites et de prévention et est également chargé de promouvoir la coopération internationale et l'échange d'informations pour les enquêtes complexes.

Les autorités croates ont mentionné plusieurs initiatives visant à améliorer l'échange d'informations et à renforcer la coopération entre les services de détection et de répression nationaux. Les examinateurs ont souligné qu'il était nécessaire d'assurer une coordination et une coopération interinstitutions plus efficaces entre les autorités nationales chargées de la lutte contre la corruption.

2.1.2 Succès et bonnes pratiques

Les experts examinateurs ont estimé que l'incrimination d'un grand nombre d'actes liés à la corruption était un point fort de la législation anticorruption croate, et qu'elle résultait d'un processus évolutif de réformes législatives qui avait pris en compte l'adhésion du pays à tous les principaux traités internationaux de lutte contre la corruption et sa participation aux mécanismes internationaux de contrôle anticorruption. Par conséquent, toutes les dispositions obligatoires, mais aussi la quasi-totalité des dispositions facultatives de la Convention relatives à l'incrimination, faisaient partie intégrante de l'ordre juridique interne.

L'équipe d'examen s'est par ailleurs félicitée des bonnes pratiques visant à augmenter l'efficacité de l'incrimination, de la détection et de la répression dans le domaine de la lutte contre la corruption, notamment la définition très large de l'expression "don ou autre gain" et la création d'un régime de responsabilité pénale des personnes morales.

Les examinateurs ont souligné les évolutions positives suivantes, qui ne sauraient encore être considérées comme pleinement intégrées à la législation interne anticorruption en raison de la période transitoire avant l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal:

- L'élargissement du champ d'application de l'infraction de corruption passive afin de prendre en compte les cas où l'avantage indu est destiné à un tiers;
- L'incrimination des infractions de corruption pour les actes ou omissions à l'intérieur et en dehors du cadre des attributions d'un agent public;
- L'élargissement de l'éventail des auteurs possibles d'infractions de corruption dans le secteur privé;

- La suppression de la disposition qui limite la commission des infractions de blanchiment d'argent aux "opérations bancaires, financières ou économiques";
- La mise en place de sanctions plus lourdes pour la corruption tant active que passive dans le secteur public, ainsi que pour la corruption active dans le secteur privé; et
- La prolongation du délai de prescription pour les infractions passibles d'une peine d'emprisonnement de plus d'un an et d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à un an ou d'une amende.

2.1.3. Difficultés rencontrées et recommandations

Bien qu'ayant pris note des efforts considérables et continus consentis par la Croatie pour mettre son système juridique national en conformité avec les dispositions de la Convention des Nations Unies contre la corruption dans le domaine de l'incrimination, les examinateurs ont estimé que des améliorations restaient nécessaires et ils ont formulé les recommandations suivantes, pour que les autorités nationales compétentes les examinent et leur donnent suite (suivant la nature obligatoire ou facultative des dispositions correspondantes de la Convention):

- Élargir le champ d'application des infractions de corruption active et de soustraction afin de couvrir les cas où l'avantage indu est destiné à un tiers;
- Élargir le champ de la définition de "personne officielle" afin qu'elle soit pleinement conforme à la définition de "fonctionnaire d'une organisation internationale publique" énoncée à l'alinéa c) de l'article 2 de la Convention, et qu'elle vise ainsi les fonctionnaires des organisations internationales publiques en général, et pas uniquement ceux des organisations dont la Croatie est membre;
- Étudier la possibilité de modifier la législation de manière à conférer le caractère d'infraction pénale à tout acte de corruption active et passive dans le secteur privé indépendamment du préjudice causé, conformément à l'article 21 de la Convention;
- Préciser l'interprétation de la disposition relative au trafic d'influence de sorte qu'elle couvre sans équivoque non seulement les cas d'abus d'influence "réelle", mais aussi les cas d'abus d'influence "supposée", conformément à l'article 18 de la Convention;
- Faire en sorte que la législation interne prévoit la suspension du délai de prescription lorsque l'auteur présumé de l'infraction s'est soustrait à la justice, conformément à l'article 29 de la Convention;
- Prendre en compte la nécessité d'adopter une législation spécifique concernant la protection des personnes qui communiquent des informations, conformément à l'article 33 de la Convention; et
- Poursuivre les efforts visant à favoriser une coordination optimale entre les organes chargés de la détection et de la répression dans la lutte contre la corruption.

2.2. Coopération internationale (chap. IV)

2.2.1. Principales conclusions et observations

Extradition; transfèrement des personnes condamnées; transfert des procédures pénales (art. 44, 45 et 47)

Les conditions matérielles et procédurales de l'extradition sont régies par la loi sur l'entraide judiciaire en matière pénale. La loi visant à transposer dans le droit interne croate la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen de 2002 entrera en vigueur à l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne. Cette loi entraînera la suppression de l'exigence de double incrimination pour les infractions passibles d'une peine privative de liberté d'une durée maximum d'au moins trois ans (le blanchiment d'argent et certaines infractions de corruption entrent dans cette catégorie).

La Croatie ne subordonne pas l'extradition à l'existence d'un traité, et ses décisions dans ce domaine ne se fondent pas exclusivement sur la Convention des Nations Unies contre la corruption. Concrètement, elle extrade les personnes ayant commis une infraction pénale visée par la Convention vers un pays qui n'est pas partie à la Convention en s'appuyant sur le principe de réciprocité (art. 17 de la loi sur l'entraide judiciaire en matière pénale).

L'article 35 de la loi sur l'entraide judiciaire en matière pénale énumère les motifs de rejet d'une demande d'extradition, notamment la nationalité, l'absence de double incrimination, la clause antidiscriminatoire, la territorialité, le temps écoulé depuis la commission de l'infraction et le principe *ne bis in idem*. La loi prévoit aussi une procédure d'extradition simplifiée (art. 54).

La Constitution (art. 9) interdit l'extradition des ressortissants, sauf en cas d'exécution d'une décision d'extradition ou de remise prise conformément à un traité international ou à l'acquis communautaire de l'Union européenne.

Aucune information spécifique n'a été communiquée sur l'application pratique du principe *aut dedere aut judicare* en lieu et place de l'extradition (voir le paragraphe 11 de l'article 44 de la Convention). Les autorités croates ont expliqué que la mesure consistant à engager une procédure interne lorsque l'extradition était refusée n'était que rarement utilisée dans la pratique en raison du fait que le pays dans lequel l'infraction pénale avait été commise avait intérêt à poursuivre l'auteur devant ses propres tribunaux.

La remise conditionnelle des ressortissants, prévue au paragraphe 12 de l'article 44 de la Convention, est régie par la loi d'application de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et entrera en vigueur à l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne.

La Croatie est liée par les traités multilatéraux existants, tels que la Convention européenne d'extradition du Conseil de l'Europe et ses deux Protocoles additionnels et la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Elle a également conclu des traités bilatéraux d'extradition avec la Slovénie, le Monténégro, la Serbie et l'ex-République yougoslave de Macédoine, ce qui permet l'extradition de ressortissants et l'application de normes moins strictes en matière de preuve dans le cadre des procédures d'extradition.

Les examinateurs ont noté que le système de gestion des cas actuellement utilisé par le Ministère de la justice ne permettait pas de suivre les affaires d'extradition à l'aide de données statistiques. Ils ont souligné que l'absence d'exemples de cas et de données statistiques rendait difficile l'évaluation de l'application de certaines dispositions de l'article 44 de la Convention des Nations Unies contre la corruption. En réponse, les autorités croates ont confirmé que le Ministère de la justice prévoyait d'améliorer le système de gestion des cas au cours des deux prochaines années. Les données relatives à la durée exacte de la détention en vue de l'extradition sont enregistrées par le Ministère de la justice.

En ce qui concerne le transfèrement des personnes condamnées, les autorités croates ont mentionné des accords bilatéraux conclus avec des pays européens et d'autres traités multilatéraux auxquels le pays est partie (Convention sur le transfèrement des personnes condamnées du Conseil de l'Europe (1983) et son Protocole additionnel (1997) et Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée). Le cadre juridique interne permettant l'exécution des décisions judiciaires prononcées à l'étranger (art. 70 de la loi sur l'entraide judiciaire en matière pénale) a également été évoqué.

Le transfert des procédures pénales depuis la Croatie ou vers ce pays est régi par les articles 62 à 69 de la loi sur l'entraide judiciaire en matière pénale. Les poursuites pénales peuvent être transférées à un pays étranger pour les infractions passibles d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 10 ans.

Entraide judiciaire (art. 46)

Il a été indiqué que l'entraide judiciaire était accordée "au sens le plus large", notamment en ce qui concerne les affaires impliquant des personnes morales, conformément aux dispositions de la loi sur l'entraide judiciaire en matière pénale et du Code pénal.

Les motifs de rejet d'une demande d'entraide judiciaire sont énumérés aux articles 12 et 13 de la loi sur l'entraide judiciaire en matière pénale et comprennent des motifs tant obligatoires que facultatifs. Les demandes d'entraide judiciaire ne sont pas refusées au seul motif qu'elles concernent des infractions fiscales. Le secret bancaire ne semble pas être un obstacle à l'octroi de l'aide judiciaire.

La double incrimination n'est pas requise par la loi sur l'entraide judiciaire en matière pénale, qui stipule simplement que l'aide devrait être accordée "pour les actes criminels qui, lors de la demande d'aide judiciaire, relèvent de l'État requérant." (paragraphe 2 de l'article 1).

La Croatie a indiqué au Secrétaire général que l'autorité centrale chargée de traiter les demandes d'entraide judiciaire et habilitée à le faire était le Ministère de la justice, qui transmettait et recevait ces demandes par l'intermédiaire du Ministère des affaires étrangères (lorsqu'aucun traité international n'était en vigueur entre l'État étranger et la Croatie, ou lorsqu'un traité international prévoyait l'utilisation de voies diplomatiques spécifiques). Lorsque les affaires étaient urgentes et sous réserve de réciprocité, les demandes d'entraide judiciaire pouvaient être transmises par l'intermédiaire d'INTERPOL.

L'exécution des demandes d'entraide judiciaire s'effectue en règle générale conformément au droit interne et, sur demande de l'État requérant, conformément

aux formalités prévues par la législation de ce dernier, si elles ne sont pas incompatibles avec la législation croate.

Des traités bilatéraux d'entraide judiciaire ont été conclus avec la Bosnie-Herzégovine, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et la Slovénie. En outre, la Croatie coopère avec l'Unité de coopération judiciaire de l'Union européenne et le Réseau Judiciaire Européen.

En réponse aux questions sur les stratégies de suivi et de surveillance des affaires et d'enregistrement des opérations en ce qui concerne les procédures d'entraide judiciaire, les autorités croates ont réitéré leur intention d'améliorer le système national de gestion des cas.

Coopération entre les services de détection et de répression; enquêtes conjointes; techniques d'enquête spéciales (art. 48, 49 et 50)

La coopération entre les services de détection et de répression, notamment l'échange d'informations, est facilitée par des dispositions internes et par la conclusion d'accords bilatéraux avec, entre autres, l'Allemagne, l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la France, la Hongrie, Israël, Malte, le Monténégro, la République de Moldova, la Serbie et la Slovaquie.

La Croatie coopère avec Europol et INTERPOL. Le déploiement de policiers faisant office d'"agents de liaison" auprès des ambassades et consulats croates à l'étranger est également possible.

Les accords relatifs aux enquêtes conjointes sont conclus au cas par cas. Aucune information supplémentaire n'a été communiquée sur la manière dont les équipes chargées des enquêtes conjointes étaient constituées en pratique, ni sur les critères appliqués à cet effet.

Les techniques d'enquête spéciales sont régies par les articles 332 et 333 du Code pénal, alors que les techniques d'enquête spéciales employées au niveau international sont utilisées au cas par cas.

2.2.2. Succès et bonnes pratiques

L'équipe d'examen a conclu que la Croatie avait mis en place un cadre de coopération internationale complet et solide. Les indications suivantes illustrent parfaitement les efforts accomplis par la Croatie pour renforcer les mécanismes de coopération et la création de réseaux au niveau international:

- Le fait que la Croatie soit pleinement partie à des instruments régionaux relatifs à diverses formes de coopération internationale ainsi qu'à des instruments multilatéraux de lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et la criminalité organisée qui contiennent des dispositions relatives à la coopération internationale en matière pénale;
- La volonté de la Croatie d'appliquer au niveau national des instruments juridiques novateurs relatifs à la coopération internationale en matière pénale lors de son adhésion à l'Union européenne;
- La conclusion d'accords bilatéraux sur l'extradition qui définissent des conditions moins strictes que celles prévues par la législation interne

(extradition des ressortissants et normes moins strictes en matière de preuve dans le cadre des procédures d'extradition);

- L'octroi de l'entraide judiciaire "au sens large" et sans exigence de double incrimination;
- La conclusion d'accords avec l'Unité de coopération judiciaire de l'Union européenne, Europol et INTERPOL en vue de faciliter l'aide judiciaire entre États et la coopération entre services de détection et de répression;
- La participation active au Groupe d'États contre la corruption (GRECO) du Conseil de l'Europe et, au niveau opérationnel, au projet régional PACO IMPACT, géré par le Conseil de l'Europe et visant à mettre en place des stratégies de lutte contre la corruption en Europe du Sud-Est; et
- La participation au Conseil de coopération régionale (ancien Pacte de stabilité) et à l'Initiative régionale contre la corruption pour l'Europe du Sud-Est.

2.2.3 Difficultés rencontrées et recommandations

Les examinateurs appellent l'attention des autorités croates sur les mesures suivantes, qui sont recommandées pour améliorer les mécanismes de coopération internationale et qui peuvent être adoptées ou envisagées (suivant la nature obligatoire ou facultative des dispositions correspondantes de la Convention des Nations Unies contre la corruption):

- Poursuivre et rationaliser les efforts visant à améliorer le système national de gestion des cas en vue du suivi des demandes d'entraide judiciaire;
- Intensifier les efforts de systématisation des informations relatives aux affaires d'extradition et de collecte des données statistiques correspondantes afin de faciliter la surveillance de ces affaires et d'évaluer plus rationnellement l'efficacité de l'application des accords d'extradition;
- Étudier la possibilité d'assouplir encore l'application de l'exigence de la double incrimination, conformément au paragraphe 2 de l'article 44 de la Convention, et d'appliquer cette approche flexible aux cas qui ne relèvent pas de l'exécution des mandats d'arrêt européens;
- Systématiser les informations relatives aux enquêtes conjointes, notamment concernant les moyens employés et les critères utilisés pour la constitution des équipes chargées de ces enquêtes, et en faire le meilleur usage possible;
- Continuer d'étudier la possibilité de participer activement à des accords bilatéraux et multilatéraux avec des pays étrangers (en particulier des pays non européens) afin d'accroître l'efficacité des différentes formes de coopération internationale;

- Envisager l'allocation de ressources supplémentaires pour renforcer encore l'efficacité et les capacités des mécanismes de coopération internationale.

3. Besoins d'assistance technique

Les autorités croates ont indiqué qu'une assistance technique leur serait utile pour mettre en œuvre l'article 20 de la Convention (enrichissement illicite), sous la forme d'une synthèse des bonnes pratiques et des enseignements tirés et d'une législation type. Elles ont également souligné qu'une synthèse des bonnes pratiques et des enseignements tirés leur serait également utile pour mettre en œuvre le paragraphe 2 de l'article 44 de la Convention (non application de l'exigence de la double incrimination dans les procédures d'extradition). Sur cette dernière question, elles ont indiqué que la Commission européenne leur apportait déjà une assistance technique.

Maroc

Système juridique

Le Royaume du Maroc est une monarchie constitutionnelle, démocratique, parlementaire et sociale. Le 1^{er} juillet 2011 est entrée en vigueur une nouvelle Constitution adoptée par référendum. Elle reconnaît le principe de primauté des traités internationaux sur le droit interne. Les traités internationaux sont approuvés par le Premier Ministre et signés par le Roi. Les traités n'ont pas à être approuvés par le Parlement pour entrer en vigueur, exception faite des traités relatifs aux finances de l'État.

Le Maroc a signé la Convention des Nations Unies contre la corruption (la Convention) le 9 décembre 2003 et l'a ratifiée le 9 mai 2007. La Convention est entrée en vigueur le 30 novembre 2007 et ses dispositions automatiquement applicables peuvent être appliquées directement par les autorités marocaines.

Les institutions principales chargées de la prévention et de la lutte contre les pratiques de corruption au Maroc sont: l'Instance centrale de prévention de la corruption (mise en place par le chapitre 36 de la Constitution qui prévoit la création d'un organe national pour l'intégrité et pour la prévention et la lutte contre la corruption); l'Unité de traitement du renseignement financier; la Police et le bureau du Procureur général; l'Inspection générale des finances; l'Inspection générale de l'administration territoriale; et les tribunaux financiers (Cour des comptes et cours régionales des comptes).

Les instruments juridiques pour l'application de la Convention au Maroc sont: le Code pénal adopté en 1962 et amendé à plusieurs occasions; le Code de procédure pénale adopté en 2002; le Code des tribunaux financiers adopté en 2002; la loi n° 43-05 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux adoptée en 2007; la loi n° 10-13 portant amendement de la législation antiblanchiment d'argent adoptée en 2011; et, pour ce qui est des infractions dans le secteur privé, le Code de commerce et la loi relative aux sociétés anonymes, adoptés en 1996. Une série de traités bilatéraux dans le domaine de l'entraide judiciaire, notamment avec

l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la France, les Pays-Bas et le Portugal, sont aussi applicables.

Le processus pénal au Maroc comprend trois phases, à savoir les recherches préliminaires et l'enquête préparatoire, l'enquête par un juge (le juge d'instruction) et le procès. L'étape de l'enquête préliminaire fait intervenir tous les organes de détection et de répression, y compris la police judiciaire sous le contrôle du bureau du Procureur général. Les affaires de corruption font l'objet d'enquêtes par les unités de police en charge des crimes économiques. À l'issue de la première phase, les affaires ne nécessitant pas d'enquête supplémentaire sont directement soumises par le bureau du Procureur général au tribunal pour audition et jugement. Si des preuves supplémentaires sont nécessaires, le bureau du Procureur renvoie l'affaire devant un juge pour complément d'instruction. Une fois l'instruction close, l'affaire est portée devant le tribunal compétent pour audition et jugement.

Incrimination, détection et répression

Incrimination

La plupart des infractions énumérées dans la Convention sont incriminées dans le Code pénal marocain et dans d'autres textes juridiques, tels que la loi n° 43-05 relative au blanchiment d'argent.

L'évolution la plus importante au Maroc ces dernières années en ce qui concerne l'incrimination des infractions liées à la corruption est l'adoption de la loi n° 13-10 portant amendement de la loi n° 43-05 susmentionnée. Également en discussion actuellement, un projet d'amendement au Code pénal apportera des changements quant aux infractions liées à la corruption.

La corruption des agents publics nationaux semble être couverte de manière adéquate par la législation marocaine, bien qu'il ait été observé que le Code pénal ne faisait pas expressément référence à la corruption commise indirectement ou par des intermédiaires. Par ailleurs, les experts examinateurs ont fait observer que la législation marocaine ne contenait pas de disposition spécifique adéquate incriminant la corruption d'agents publics nationaux et estimé que l'absence d'une telle disposition était l'une des questions à résoudre pour ce qui était de l'application de la Convention par le Maroc. Le Maroc a indiqué que cette question était à l'ordre du jour dans le cadre du projet d'amendement au Code pénal encore à l'examen.

Les dispositions du Code pénal marocain incriminant le trafic d'influence ne semblent pas reprendre intégralement les éléments de l'infraction telle qu'elle est envisagée par la Convention, puisqu'elles ne mettent pas l'accent sur l'influence qui est exercée. De même, une divergence entre le texte de la Convention et les dispositions correspondantes du Code pénal marocain a été notée pour ce qui est des infractions de recel et d'abus de fonctions.

Toutefois, il est important de noter que le crime de trahison constitue une forme d'abus de pouvoir que le droit marocain sanctionne d'une peine maximale de 5 ans d'emprisonnement.

Le Maroc a déclaré qu'il n'avait pas pris de mesures pour ériger l'enrichissement illicite en infraction pénale. En outre, bien qu'il ait appliqué l'alinéa a) de l'article 25 de la Convention en incriminant l'entrave au bon fonctionnement de la justice par l'exercice illégal de pression sur des témoins et la présentation d'éléments de preuve illégaux, sa législation n'est pas pleinement conforme à l'alinéa b) du même article, l'exercice de pression sur la justice ou les agents des services de répression et de détection n'étant puni que s'il est commis par d'autres agents publics. Les sanctions actuellement applicables en cas d'entrave au bon fonctionnement de la justice semblent plutôt légères, ce qui suscite des préoccupations quant à leur effet dissuasif.

Bien que le blanchiment du produit du crime soit réglementé de manière exhaustive dans le Code pénal et dans la loi n° 43-05, la législation marocaine n'est pas toujours en parfaite conformité avec les dispositions des articles correspondants de la Convention. Les dispositions légales marocaines sur le blanchiment d'argent ont été amendées par la loi n° 3-10, adoptée en janvier 2011, qui a élargi de manière significative l'éventail des infractions principales liées au blanchiment d'argent, incriminé la tentative de blanchiment d'argent et renforcé le cadre et les mesures de prévention du blanchiment d'argent.

La corruption et la soustraction de biens dans le secteur privé, ainsi que la soustraction, le détournement ou tout autre usage illicite de biens, sont incriminés conformément aux dispositions correspondantes de la Convention. Cependant, les peines encourues pour la soustraction de biens dans le secteur privé sont légères et leur effet dissuasif pourrait être limité.

Bien que la législation pénale marocaine ne prévoie pas expressément la responsabilité pénale des personnes morales dans des termes généraux, un certain nombre d'articles du Code pénal – y compris les dispositions incriminant le blanchiment d'argent – prévoient des sanctions pénales et des mesures dissuasives à l'endroit des personnes morales reconnues responsables d'infractions spécifiques. Par conséquent, les autorités marocaines soutiennent que leur droit reconnaît la responsabilité pénale des personnes morales.

La participation et la tentative sont couvertes par le droit pénal général applicable à toutes les infractions. Le délai de prescription tel qu'il est prévu par la législation marocaine est considéré comme suffisant et peut être interrompu par tout acte d'enquête.

De manière générale, pour ce qui est des exigences de la Convention concernant l'incrimination, les experts examinateurs ont fait observer qu'aux fins de leur application il convenait:

- D'inclure dans les dispositions légales pertinentes une mention spéciale sur le caractère direct ou indirect de l'infraction;
- De poursuivre les processus législatifs en vue de l'incrimination, de façon expresse et distincte, de la corruption des agents publics étrangers et des fonctionnaires des organisations internationales publiques;
- D'envisager la modification de la législation sur le trafic d'influence et l'abus de fonctions, afin de la rendre plus conforme aux dispositions de la Convention;

- D'ériger l'enrichissement illicite en infraction pénale et, à cette fin, de recourir à l'assistance technique disponible;
- D'amender la législation sur l'entrave au bon fonctionnement de la justice afin d'y inclure toutes les conditions de l'article 25 b) de la Convention et de mettre en place des peines plus sévères et plus dissuasives;
- D'examiner la réglementation de la responsabilité des personnes morales en matière d'infractions liées à la corruption.

Détection et répression

D'une manière générale, les sanctions applicables aux infractions liées à la corruption en vertu du droit marocain pourraient être renforcées, en vue de leur garantir un effet dissuasif et de souligner suffisamment la gravité des actes.

La nouvelle Constitution du Royaume du Maroc adoptée en juillet 2011 a limité l'étendue des immunités accordées aux parlementaires et aux magistrats. Les exigences concernant la mise en liberté d'un défendeur dans l'attente de son jugement ou la libération conditionnelle de personnes reconnues coupables sont couvertes de manière appropriée par la législation marocaine, mais des mesures plus claires et plus spécifiques sur la révocation, la suspension ou la mutation des agents publics impliqués dans des activités de corruption, ainsi que sur la déchéance de leurs fonctions publiques, s'imposent.

Des lacunes existent dans la législation marocaine en ce qui concerne la confiscation du produit des infractions établies conformément à la Convention, les dispositions législatives sur la confiscation semblant s'appliquer uniquement aux instruments utilisés pour les infractions et non au produit du crime. De plus, ces lacunes ont été partiellement traitées par les amendements à la législation antiblanchiment d'argent, selon lesquels la confiscation de tout le produit du crime dans les affaires de blanchiment d'argent est désormais obligatoire.

Les matériels ou instruments utilisés pour les infractions peuvent être confisqués sans condamnation, alors que pour ce qui est de la confiscation du produit du crime, lorsqu'elle est permise, une condamnation est requise. En outre, le gel des instruments et produits qui auraient servi à la commission du crime est autorisé avant la condamnation. La confiscation et le gel des avoirs ne peuvent être ordonnés que par un juge. La coopération des banques et des institutions financières avec l'autorité chargée des poursuites est exigée et, sur demande, elles doivent fournir des informations sur les mouvements de fonds illégaux soupçonnés. Le droit marocain ne comporte pas de disposition prévoyant le transfert de la charge de la preuve au défendeur afin qu'il établisse qu'en réalité le produit présumé du crime provenait d'une source légitime conformément à l'option offerte aux États au paragraphe 8 de l'article 31 de la Convention.

La législation marocaine met en place un cadre approprié pour la protection des témoins, des experts et des victimes, mais ne contient pas de programme spécifique et complet pour la protection des témoins. Des amendements au Code de procédure pénale devraient être adoptés pour renforcer la protection des témoins, des experts, et des personnes qui communiquent des informations et faire écho au régime complet prévu par la Convention. La législation antiblanchiment d'argent en

vigueur contient déjà des dispositions sur la protection des auteurs de bonne foi de rapports sur des transactions suspectes.

Le système juridique marocain reconnaît à toute personne ayant subi un dommage résultant d'une infraction pénale le droit soit de se constituer partie civile et de demander réparation dans le cadre d'une procédure pénale, soit d'engager une procédure devant les juridictions civiles. Lorsqu'une passation de marchés publics est entachée de corruption, le droit marocain prévoit l'annulation de l'offre et l'exclusion du prestataire de services de processus futurs de passation de marchés avec les autorités publiques.

Le processus d'examen a révélé qu'il n'existe pas d'entité spécialisée établie pour lutter contre la corruption au moyen de la détection et de la répression. L'Instance centrale de prévention de la corruption et l'Unité de traitement du renseignement financier sont des acteurs importants de la lutte contre la corruption. Toutefois, ils ne sont pas investis de fonctions de détection et de répression. Il a été recommandé de mettre en place un service spécialisé de détection et de répression des infractions de corruption. Ceci devrait être pris en compte par le projet de loi en discussion qui devra mettre en place des équipes anticorruption spécialisées composées de procureurs formés travaillant en partenariat avec les responsables du Ministère de l'intérieur, du Ministère des finances et des institutions financières.

Au cours du dialogue mené dans le cadre du processus d'examen, on a mentionné certains nouveaux textes législatifs qui prévoyaient, entre autres, la mise en place d'équipes nationales et régionales de police judiciaire, chargées de tâches particulières, notamment la conduite de recherches et d'enquêtes sur les crimes économiques et financiers. Toutefois, le contenu de ces textes n'a pas pu être dûment examiné pendant le processus d'examen de pays.

La législation marocaine ne prévoit pas de régime complet de mesures d'incitation pour encourager les personnes ayant participé à la commission d'infractions à coopérer avec les autorités de détection et de répression. Elle n'autorise pas non plus les transactions pénales. L'échange d'informations entre les autorités publiques et les services de détection et de répression se fait principalement par l'intermédiaire de l'Instance centrale de prévention de la corruption et de l'Unité de traitement du renseignement financier qui sont habilitées à recueillir des renseignements auprès des institutions et entités publiques. En outre, l'Inspecteur des finances relevant du Ministère de l'économie et des finances signale aux services de détection et de répression les irrégularités détectées lors des contrôles ou des audits dans le secteur public.

La compétence juridictionnelle en matière d'infractions pénales est règlementée au Maroc par le Code de procédure pénale et les dispositions générales sont conformes aux règles de compétence établies aux paragraphes 1 à 3 de l'article 42 de la Convention.

Pour ce qui est des prescriptions de la Convention en matière de détection et de répression, les experts examinateurs ont fait observer qu'aux fins de leur application, il convenait:

- D'encourager le Maroc à envisager d'adopter des mesures globales et spécifiques en vue du gel, de la saisie et de la confiscation du produit du crime comme prescrit à l'article 31 de la Convention, y compris la

confiscation de la valeur correspondante; et d'exiger que l'auteur d'une infraction établisse l'origine licite du produit présumé du crime;

- D'envisager d'adopter des sanctions plus sévères pour les crimes liés à la corruption, dans le dessein de veiller à ce qu'elles soient efficaces, proportionnelles et dissuasives.

Coopération internationale

Selon le Code de procédure pénale marocain, les traités internationaux priment sur le droit interne pour ce qui est des questions de coopération internationale. Les dispositions générales du Code de procédure pénale marocain (Section III du Livre VII), y compris les dispositions sur l'extradition, s'appliquent aux questions non régies par les traités bilatéraux ou multilatéraux. Dans le domaine de la coopération internationale, le Maroc se range parmi les pays qui respectent les principales exigences de la Convention.

Extradition

Au Maroc, les règles sur les conditions et les procédures en matière d'extradition figurent dans un chapitre du Code de procédure pénale. Le Maroc a conclu un certain nombre de traités bilatéraux sur l'extradition, mais ne subordonne pas cette dernière à l'existence d'un traité. En l'absence d'un traité applicable, l'extradition peut être accordée sur la base des dispositions du Code de procédure pénale.

Les ressortissants marocains ne peuvent pas être extradés, mais ils peuvent être poursuivis au Maroc pour des infractions commises à l'étranger si un pays étranger le demande officiellement aux autorités marocaines (*aut dedere aut judicare* (extrader ou poursuivre)). Dans un contexte identique, les autorités marocaines n'envisageraient pas l'exécution d'une peine prononcée par une autorité étrangère à l'encontre d'un citoyen marocain.

Le Maroc exige le respect du principe de la double incrimination dans tous les cas, puisque l'extradition ne sera pas accordée si l'acte n'est pas punissable en vertu du droit marocain. En raison d'un strict respect du principe de la double incrimination, le Maroc ne peut accorder de façon discrétionnaire l'extradition d'une personne pour l'une quelconque des infractions visées par la Convention qui ne sont pas punissables en vertu de son droit interne, comme énoncé au paragraphe 2 de l'article 44 de la Convention.

L'infraction pour laquelle l'extradition est demandée doit être sanctionnée dans l'État requérant d'une peine maximum d'un an d'emprisonnement. Le droit marocain prévoit la possibilité de mettre la personne concernée en détention. Le nombre de demandes d'extradition que le Maroc a reçues pour des infractions liées à la corruption semble être limité: sur les 65 demandes reçues en 2009 et 2010, seules 3 concernaient des infractions à caractère financier ou des infractions liées au blanchiment d'argent.

L'extradition n'est accordée que si la personne extradée n'est pas poursuivie, jugée, arrêtée ou soumise à toute autre mesure restrictive de liberté pour tout acte commis avant la date de l'extradition, sauf l'acte pour lequel l'extradition est demandée. De plus, selon le droit marocain, l'extradition n'est pas accordée si l'acte pour lequel

elle est demandée est considéré comme une infraction politique ou en rapport avec une infraction politique.

Entraide judiciaire

Il n'existe pas, dans la législation marocaine, de texte juridique spécifique distinct sur l'entraide judiciaire. La question est réglementée par le Code pénal et le Code de procédure pénale marocains. Dans ce domaine, une série d'accords bilatéraux ont également été conclus par le Maroc, dont les traités avec l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, les Pays-Bas, le Portugal et la Turquie. Ces accords portent sur différents aspects de la coopération judiciaire internationale et ne se limitent pas à un domaine particulier. Les experts examinateurs ont noté avec satisfaction le nombre important de traités signés par le Maroc dans le domaine de l'entraide judiciaire et ils ont encouragé la conclusion d'accords similaires avec d'autres États afin de promouvoir davantage la coopération.

L'autorité centrale désignée par le Royaume du Maroc pour recevoir les demandes d'entraide judiciaire est le Ministère de la justice. Le Secrétaire général des Nations Unies a été informé de cette désignation. Selon le droit marocain, les demandes d'entraide judiciaire doivent être adressées par la voie diplomatique. Cependant, selon certains accords bilatéraux comme celui conclu avec le Portugal, la demande peut être adressée directement aux autorités centrales. En outre, le Maroc accepte qu'en cas d'urgence les demandes soient adressées par l'intermédiaire d'INTERPOL. En ce qui concerne la langue à utiliser, le Maroc a indiqué qu'en règle générale, une traduction des demandes d'entraide judiciaire en arabe, langue officielle du Maroc, était exigée.

Le Maroc ne reçoit pas souvent de demandes d'entraide judiciaire concernant des infractions liées à la corruption: en 2009, les autorités judiciaires ont reçu 241 demandes dont 4 portaient sur des affaires de blanchiment d'argent, 1 sur du trafic de fausses devises et 2 sur du détournement de fonds publics. En 2010, elles ont reçu 24 demandes d'entraide judiciaire sur des affaires de blanchiment d'argent et 2 sur des affaires de corruption.

Toute une série de fins auxquelles l'entraide judiciaire peut être demandée est prévue dans la législation nationale marocaine et dans les traités bilatéraux applicables. Toutefois, les experts examinateurs ont noté que la demande d'entraide judiciaire aux fins de recouvrement d'avoirs prévue au paragraphe 3 k) de l'article 46 de la Convention ne semblait pas être couverte de manière adéquate.

Le Maroc n'invoque pas le secret bancaire pour refuser l'entraide judiciaire. Ce principe énoncé expressément dans les traités bilatéraux applicables est aussi respecté dans la pratique par les autorités judiciaires marocaines, qui répondent aux demandes de divulgation de documents bancaires tant que ces demandes entrent dans le cadre d'enquêtes judiciaires.

En moyenne, le Maroc exige trois mois pour répondre à une demande d'entraide judiciaire, mais les demandes d'accélération de la procédure sont prises en compte en cas d'urgence dans l'État requérant. La législation marocaine ne prévoit pas de motifs de refus autres que ceux énoncés dans la Convention: les demandes d'entraide judiciaire ne sont pas exécutées si elles ne relèvent pas de la compétence des autorités judiciaires marocaines, ou si leur exécution devrait compromettre la souveraineté, la sécurité, l'ordre public ou d'autres intérêts fondamentaux du

Royaume du Maroc. L'État requérant est toujours informé du refus de la demande et des raisons ayant motivé ce refus.

Coopération en matière de détection et de répression

Le Maroc a signalé l'existence d'un réseau élargi de coopération en matière de détection et répression avec des partenaires internationaux, dans la mesure où il est membre d'INTERPOL et partie à une série de conventions internationales et d'accords bilatéraux et multilatéraux qui prévoient la coopération technique et la coopération dans le domaine de la sécurité et de l'échange d'informations. Au nombre de ces instruments, des mémorandums d'accord conclus au niveau des organes gouvernementaux et des administrations publiques nationales.

Le Maroc a également indiqué qu'il utilise pleinement les voies de communication dont disposent les membres d'INTERPOL. L'Unité de traitement du renseignement financier étant devenue membre du Groupe Egmont le 13 juillet 2011, la communication et l'échange d'informations par le biais de la base de données sécurisée du Groupe devraient s'intensifier.

Un certain nombre d'agents de liaison sont détachés dans les ambassades du Maroc à l'étranger. Ils ont, entre autres, pour fonctions de promouvoir la coopération et la participation à des programmes d'assistance technique conjoints avec leurs homologues des pays hôtes.

Pour ce qui est des enquêtes conjointes, un projet d'amendement au Code de procédure pénale introduira la possibilité pour les autorités judiciaires compétentes de former des équipes conjointes d'enquêteurs pour réaliser dans d'autres pays des recherches complexes à grande échelle sur des infractions qui requièrent une action concertée et centralisée. Elles ne pourront y procéder qu'avec l'accord préalable du Ministère de la justice, et si l'État partie ou les États parties concernés y consentent et conformément aux directives judiciaires nationales pertinentes.

Malgré l'absence de règles sur la livraison surveillée dans la législation nationale au mois de janvier 2011, le Maroc a fait droit à plusieurs demandes de coopération judiciaire en rapport avec des livraisons surveillées en 2009 et 2010 dans le contexte de l'application de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

Assistance technique

Au cours de l'examen, le Maroc a identifié un certain nombre de besoins d'assistance technique pour l'application des dispositions de la Convention: mise à disposition de résumés de bonnes pratiques et d'enseignements tirés, de meilleures pratiques, de législations types, d'assistance en matière de rédaction de textes législatifs et de conseil juridique en vue de l'incorporation en droit interne des dispositions de la Convention.

Le Maroc a noté que, pour évaluer l'application des chapitres III et IV de la Convention et des mesures correspondantes, des programmes seraient nécessaires ainsi qu'une assistance pour identifier et distribuer l'équipement informatique approprié pour la collecte des données statistiques pertinentes.

Dans le domaine de la protection des témoins, des victimes et des personnes qui communiquent des informations, le Maroc a fait savoir qu'il lui fallait des ateliers

de formation, des programmes de renforcement de capacités et une assistance sur le terrain par des experts anticorruption. En outre, pour mieux appliquer les dispositions de la Convention relatives à la coopération internationale, il a fait observer que des programmes de renforcement des capacités des autorités compétentes s'avèreraient utiles.
